

**Conseil économique et social**

Distr.: Limitée
26 avril 2006

Français
Original: Anglais

**Commission pour la prévention
du crime et la justice pénale**
Quinzième session
Vienne, 24-28 avril 2006

Projet de rapport

Rapporteuse: Carmen Lídia **Richter Ribeiro Moura** (Brésil)

Additif**Débat thématique: “Optimiser l’efficacité de l’assistance technique aux États Membres dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale”**

1. À ses 3^e et 4^e séances, le 25 avril 2006, la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale a examiné le point 4 de son ordre du jour, intitulé “Débat thématique: ‘Optimiser l’efficacité de l’assistance technique aux États Membres dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale’”. Le débat était dirigé par Vasyl Pokotylo (Ukraine), Vice-Président de la Commission, et était organisé selon quatre thèmes subsidiaires: a) définition des priorités; b) bilan; c) mobilisation de ressources; et d) évaluation.
2. Pour l’examen de ce point, la Commission était saisie d’un document de séance sur les moyens d’optimiser l’efficacité de l’assistance technique aux États Membres dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale (E/CN.15/2006/CRP.2, en anglais uniquement). Elle disposait également de documents officiels qui avaient été distribués à l’avance aux délégations comme suite à une demande qu’elle avait formulée pendant l’intersession: a) note sur le débat thématique; et b) document officiel sur les réalisations de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale depuis 1992.
3. La Rapporteuse spéciale de la Commission des droits de l’homme chargée de la question de la violence contre les femmes, y compris ses causes et conséquences, a fait une déclaration liminaire. Des déclarations ont également été faites par le Chef du Service de la sécurité humaine de la Division des opérations de l’ONUDC, sur les thèmes subsidiaires a) définition des priorités et b) bilan, et par le Directeur



de la Division de l'analyse des politiques et des relations publiques de l'ONUDC sur les thèmes subsidiaires c) mobilisation de ressources et d) évaluation. Des présentations audiovisuelles ont été faites le Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat sur le thème subsidiaire b) bilan; par l'observateur de la Commission européenne sur le thème subsidiaire c) mobilisation de ressources; et par l'observateur du Centre international pour la réforme du droit criminel et la politique en matière de justice pénale sur le thème subsidiaire d) évaluation.

4. Des déclarations ont été faites par les représentants des pays suivants: Autriche (au nom de l'Union européenne), Canada, Chine, Brésil, Pakistan, États-Unis d'Amérique, Égypte et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Des déclarations ont également été faites par les observateurs des pays suivants: Suède, France, Afghanistan, Algérie, Maroc, Australie et Tunisie. Les observateurs du Conseil de l'Europe, de la Banque mondiale, du Programme des Nations Unies pour les établissements humains, de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice et de l'Association internationale contre la narcomanie et le trafic de stupéfiants ont aussi fait des déclarations.

A. Délibérations

5. Dans sa déclaration, la Rapporteuse spéciale de la Commission des droits de l'homme chargée de la question de la violence contre les femmes, y compris ses causes et conséquences, a souligné qu'il importait de répondre de manière satisfaisante à la violence contre les femmes sur les plans tant international que national. Elle a indiqué que le cadre juridique international destiné à mettre fin à cette violence était progressivement renforcé, et que les infractions à caractère sexuel étaient désormais visées par plusieurs conventions internationales. L'action de justice pénale face à la violence contre les femmes était selon elle cruciale, notamment pour ce qui était de s'assurer qu'il existait des cadres juridiques adaptés et des organismes de justice pénale dotés d'un personnel suffisamment formé et ayant l'expérience des méthodes spécialisées indispensables. Compte tenu du mandat de l'ONUDC dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale, la Rapporteuse spéciale a estimé possible de coordonner davantage son travail et celui de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale.

Thèmes subsidiaires a) et b): définition des priorités et bilan

6. Dans sa déclaration liminaire, le Chef du Service de la sécurité humaine de la Division des opérations de l'ONUDC a mis en évidence la combinaison de facteurs qui jouait sur la sélection des priorités et des questions à traiter au moyen de l'assistance technique. Certains de ces facteurs dépendaient de l'ONU, comme les priorités stratégiques fixées par les organes directeurs tels que la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, ou les capacités et la présence sur le terrain de l'ONUDC, tandis que d'autres étaient externes, comme les demandes d'assistance technique reçues, la capacité d'absorption des États bénéficiaires et les choix des donateurs. Vu que les ressources financières et humaines disponibles étaient limitées, l'ONUDC devait trouver un juste milieu entre répondre aux demandes d'assistance technique qui lui étaient adressées et traiter les nouveaux problèmes qui se faisaient jour. S'il était toujours difficile de définir des priorités

dans un environnement complexe et souvent en évolution, l'ONUDC avait engagé ou mené à bien différents processus relatifs à la définition de priorités stratégiques, notamment la mise au point d'une stratégie globale pour lui-même et la formulation de programmes directeurs stratégiques pour les pays. Le Programme d'action 2006-2010 pour l'Afrique, adopté à la Table ronde pour l'Afrique tenue à Abuja les 5 et 6 septembre 2005, était un bon exemple de définition de priorités à la fois pour une région géographique et pour un ensemble de questions de fond. Être en mesure d'évaluer les forces et faiblesses institutionnelles dans le secteur de la justice pénale était déterminant pour concevoir des services d'assistance technique viables et efficaces, et l'ONUDC s'attachait à mettre au point une série d'outils d'évaluation dans cette optique.

7. Faisant le bilan de ce qui avait été réalisé grâce à l'assistance technique dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale, le représentant de l'ONUDC a appelé l'attention sur le fait que le programme contre le crime avait pris beaucoup d'ampleur ces dernières années, puisqu'il comptait à présent 40 projets en cours, pour une valeur de 87 millions de dollars. On avait appris qu'il fallait disposer d'outils génériques et de matériels pédagogiques susceptibles d'être adaptés aux différents contextes nationaux pour pouvoir donner suite relativement vite aux demandes d'assistance. Il a aussi été noté qu'il ne saurait y avoir d'assistance technique fructueuse sans une infrastructure de justice pénale de base dans le cadre de laquelle des activités plus spécialisées, touchant à la formation et au renforcement des capacités, pouvaient avoir lieu. L'un des grands objectifs de l'ONUDC était d'être, au sein du système des Nations Unies, un pôle de compétence spécialisé dans les questions de prévention du crime et de justice pénale.

8. Différents domaines thématiques ont été mis en avant, dont la nécessité de se concentrer sur certains thèmes organisés selon les priorités; l'importance des initiatives régionales; le besoin de renforcer les capacités des bureaux extérieurs de l'ONUDC et d'y faire appel; l'intérêt d'une évaluation des besoins avant la mise au point définitive des interventions d'assistance technique; la nécessité de recueillir et d'échanger des informations; et l'importance capitale de la coordination, tant au sein du système des Nations Unies qu'avec d'autres acteurs sur les plans multilatéral et bilatéral.

9. Plusieurs orateurs ont souligné comme il importait que l'ONUDC se concentre sur un ensemble bien déterminé de domaines d'activité. Ainsi, on a estimé que la ratification et l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (résolution 55/25 de l'Assemblée générale, annexe I) et de la Convention des Nations Unies contre la corruption (résolution 58/4, annexe) étaient des objectifs prioritaires en matière d'assistance technique. Un orateur a insisté sur le fait que la Commission, en sa qualité d'organe directeur pour les questions de prévention du crime et de justice pénale au sein du système des Nations Unies, avait un rôle central à jouer s'agissant de déterminer les domaines d'activité de l'ONUDC et de lui fournir des orientations générales. Cela étant, même s'il importait de traiter les nouveaux problèmes de criminalité qui se faisaient jour, la Commission devait se modérer s'agissant des tâches qu'elle confiait à l'ONUDC vu les ressources limitées qui étaient disponibles. Un orateur a mis en avant le processus actuellement mené à l'ONU, qui consistait à passer en revue les mandats datant de plus de cinq ans, et il

a proposé qu'un processus comparable soit engagé pour déterminer si les projets et activités en cours se justifiaient toujours.

10. Pour ce qui était de l'exécution de projets à l'échelle des pays, un orateur a fait valoir qu'il serait possible de sélectionner ces projets en fonction de la valeur d'exemple qu'ils pouvaient avoir, de manière à ce que des enseignements puissent en être tirés dans la perspective d'autres activités d'assistance technique. De même, un intervenant a avancé que l'assistance technique devait viser en particulier la création de centres nationaux d'excellence dans des domaines précis de la justice pénale et des domaines connexes. Un orateur a souligné l'importance de l'assistance technique dans le domaine de l'entraide judiciaire et de l'extradition pour améliorer la coopération internationale.

11. Plusieurs orateurs ont appelé l'attention sur l'intérêt des initiatives régionales auxquelles participaient des États ayant des expériences et des besoins communs. Un intervenant a mis l'accent sur le fait qu'il fallait tirer parti des accords et cadres régionaux existants plutôt que d'en créer de nouveaux. Les instituts composant le réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et les organisations régionales avaient un rôle considérable à jouer au niveau des régions.

12. Plusieurs orateurs se sont félicités des efforts déployés par l'ONUDC pour mettre au point un ensemble d'outils d'évaluation en matière de justice pénale qui permettraient de déterminer de manière systématique les questions sur lesquelles devait porter l'assistance technique. Un intervenant a fait valoir que de telles évaluations devraient aussi tenir compte de l'existence de systèmes de justice informels ou parallèles dans certains États. On a mis en avant l'utilité des missions d'évaluation pour analyser les véritables besoins des États requérants. Un autre orateur a précisé qu'il fallait prendre en considération la situation sociopolitique et économique propre à ces États. L'importance d'une collecte d'informations à l'échelle mondiale pour fonder d'éventuelles interventions d'assistance technique a été rappelée. Un autre orateur a insisté sur l'intérêt de mécanismes de suivi et d'évaluation par des pairs; selon lui, l'expérience avait démontré que l'assistance technique était bien plus efficace lorsque de tels mécanismes étaient en place.

13. Des orateurs ont mis en avant l'utilité du réseau de bureaux extérieurs de l'ONUDC aux fins de l'assistance. Ces bureaux étaient bien placés pour comprendre les problèmes et difficultés propres aux régions et États où ils étaient implantés. On a souligné qu'il fallait renforcer ce réseau, notamment au moyen de la formation et d'autres mesures de renforcement des capacités dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale.

14. Dans son exposé, le Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat a mis en évidence, entre autres, l'extrême importance de la coordination et de la coopération entre organismes des Nations Unies dans le domaine de la justice pénale. Si des progrès avaient bien été réalisés, il y avait encore beaucoup à faire à cet égard. Considérant que 10 fonds, programmes et organismes des Nations Unies s'intéressaient à un aspect ou un autre de l'état de droit et de la justice pénale, et que tous souffraient de ressources limitées, l'orateur a jugé impératif de coopérer, en tenant compte des divers mandats et domaines de spécialisation. S'agissant de la question particulière de la consolidation de la paix après les conflits, il a souligné que les opérations de maintien de la paix de l'ONU devaient mettre à profit les

compétences de l'ensemble du système. Sous la direction du Représentant spécial du Secrétaire général, on était parvenu à coordonner à l'échelle des pays l'action de différentes entités des Nations Unies sur le terrain, même si le caractère de cette coordination variait parfois d'une mission à l'autre. L'orateur a mentionné un certain nombre de domaines, dont la lutte contre la criminalité organisée, le trafic de drogues et la corruption souvent nécessaire au lendemain de conflits, pour lesquels l'ONUSD était un partenaire tout trouvé et avait les compétences voulues. L'ONUSD était en outre bien placé pour fournir des outils techniques et des manuels, comme les outils d'évaluation en matière de justice pénale, projet auquel le Département des opérations de maintien de la paix participait. Ce dernier avait commencé à mettre au point un indice de l'état de droit, et l'ONUSD contribuait à ces travaux lorsque cela était utile.

15. Plusieurs orateurs se sont félicités des liens de coopération qu'entretenaient le Département des opérations de maintien de la paix et l'ONUSD, et qui montraient comment des entités des Nations Unies pouvaient collaborer plus efficacement. Un certain nombre d'intervenants ont rappelé qu'une approche commune, au niveau des pays, était nécessaire pour éviter les chevauchements et la concurrence déplacée entre entités des Nations Unies. Il a été souligné que des évaluations intégrées, dès le début des évaluations relatives aux opérations de maintien de la paix et ultérieurement, était déterminante pour assurer la bonne coordination et la complémentarité des programmes. Un orateur a fait valoir que, s'il fallait évidemment se réjouir d'une meilleure coordination au sein du système des Nations Unies, la concurrence et le manque de coordination à l'échelle des pays et avec les donateurs bilatéraux posaient parfois problème. On a souligné à cet égard l'importance d'un échange d'informations satisfaisant.

Thèmes subsidiaires c) et d): mobilisation de ressources et évaluation

16. Dans sa présentation relative aux thèmes subsidiaires c) et d), le Directeur de la Division de l'analyse des politiques et des relations publiques de l'ONUSD a donné un aperçu des tendances et des dimensions de la mobilisation de ressources, ainsi que des défis à relever dans ce domaine. Il a souligné que les problèmes auxquels l'Office faisait face en rapport avec les deux premières dimensions avaient trait au fait que les États avaient du mal à faire le lien entre état de droit et développement. Il a évoqué la Table ronde pour l'Afrique et le Programme d'action 2006-2010 qui en est issu, qui a montré qu'il ne saurait y avoir de développement réussi sans état de droit. Il a indiqué que les contributions des donateurs étaient de plus en plus souvent versées directement aux États bénéficiaires pour soutenir leurs budgets et sous forme de contributions affectées à des fins spéciales pour l'ONUSD. Cette tendance s'était traduite par une liberté de manœuvre plus étroite pour l'ONUSD dans l'établissement de ses priorités et par des difficultés pour apporter des réponses aux nouveaux problèmes. Il a ensuite souligné l'importance que l'ONUSD accordait à l'établissement de partenariats stratégiques avec les autres organismes des Nations Unies, les institutions financières internationales et les autres partenaires de développement. Ainsi, il était essentiel que ces partenariats se fondent sur des dialogues politiques et opérationnels et tirent mutuellement parti de leurs avantages comparatifs.

17. Il a noté que des enseignements importants pouvaient être tirés des évaluations réalisées ces dernières années, notamment le fait qu'il était important de pouvoir

disposer de données de référence solides, d'utiliser plusieurs outils différents à divers stades et pendant tout le cycle du projet, d'incorporer les résultats des évaluations dans de nouveaux projets et d'en cerner clairement les résultats et les effets.

18. Dans sa présentation, la Commission européenne a fait référence à ses mécanismes de mobilisation de ressources financières et décrit plusieurs nouveaux instruments d'aide extérieure s'appliquant aux États partenaires au sein et hors de l'Union européenne. L'intervenant a souligné que les principes qui sous-tendaient la programmation de l'aide de l'Union étaient notamment les suivants: stratégies pluriannuelles, partenariat et maîtrise locale des initiatives, coordination et complémentarité des donateurs, et intégration des questions dans des politiques sectorielles plus larges. Il a indiqué que l'aide fournie récemment par l'Union européenne avait privilégié le soutien budgétaire direct et les approches sectorielles.

19. Plusieurs intervenants se sont félicités de l'action menée par l'ONUDC et ont fait remarquer que l'élaboration en cours d'une stratégie d'ensemble qui permettrait d'améliorer la transparence et la responsabilité contribuerait à favoriser la confiance dans l'Office. Ils ont indiqué que la mise en œuvre de la stratégie et l'adhésion de l'Office à cette stratégie devraient faciliter l'identification des projets et des partenariats d'une manière plus stratégique. Les mesures que l'Office prend pour instaurer la budgétisation axée sur les résultats et la formulation d'une stratégie d'ensemble ont été jugées comme étant des faits nouveaux importants.

20. Plusieurs intervenants ont noté qu'il importait que l'Office intensifie ses efforts d'assistance technique. Un intervenant a indiqué que l'ONUDC avait apporté une contribution prospective non négligeable à la formulation du Programme d'action 2006-2010 pour l'Afrique, mais que les États ne s'étaient pas montrés disposés à financer sa mise en œuvre.

21. Deux intervenants ont appelé l'attention sur la nécessité de mettre les matériels de formation et autres disponibles dans les différentes langues de l'ONU à la disposition de certains États dans leur langue officielle. Un autre a invité l'ONUDC à redoubler d'efforts pour élaborer des lois et législations types, car le personnel chargé de l'assistance technique partout dans le monde en avait besoin.

22. Pour ce qui est de la meilleure manière d'améliorer la coordination et d'utiliser au mieux les ressources techniques, un intervenant a proposé la création d'un groupe de travail, qui ferait rapport à la Commission à sa seizième session.

23. Plusieurs intervenants ont noté que, bien qu'elle constitue un défi en soi, l'intégration des questions liées à la criminalité dans le cadre général du développement était essentielle: il y avait là une base de ressources très importante à exploiter et l'ONUDC se devait d'être proactif et dynamique à cet égard.

24. Dans son intervention, l'observateur de la Banque mondiale a souligné qu'il importait au plus haut point, pour mobiliser des ressources en faveur des programmes de prévention du crime et de justice pénale, d'accorder à ces questions toute l'attention qu'elles méritaient dans les stratégies de développement national des pays, et en particulier dans leurs stratégies de réduction de la pauvreté. Il a noté que, compte tenu des liens importants existant entre sécurité, développement et droits de l'homme, les diverses parties prenantes au sein ou à l'extérieur de la communauté de développement pouvaient tirer des leçons de leurs expériences

respectives dans le processus de consultation conduisant à l'adoption d'une stratégie de réduction de la pauvreté.

25. Dans sa présentation du thème subsidiaire d), relatif à l'évaluation, l'observateur du Centre international pour la réforme du droit criminel et la politique en matière de justice pénale a mis en exergue les défis et les avantages que présentaient le suivi et l'évaluation de l'assistance technique et du renforcement des capacités. Il a déclaré qu'il était difficile d'évaluer l'impact de l'assistance technique fournie sans une évaluation de l'impact des réformes que cette assistance visait à soutenir, car les résultats ne pouvaient véritablement être mesurés qu'en fonction de données de référence. Ainsi, il s'est référé aux travaux réalisés récemment par l'ONUDC pour produire des référentiels d'évaluation en matière de justice pénale, qui devraient servir de base, non seulement pour planifier l'assistance technique, mais aussi pour mesurer l'impact des activités menées. Les questions essentielles à prendre en compte dans la manière de conduire les évaluations étaient, en autres, la maîtrise locale du projet et de son évaluation, y compris son opportunité et son coût, et les bonnes évaluations étaient rarement bon marché.

26. Plusieurs intervenants ont appuyé les travaux du Groupe de l'évaluation indépendante de l'ONUDC et souligné que les évaluations qu'il avait réalisées contribueraient grandement à renforcer le rôle de l'Office en tant que source de données solides et fiables. Par ailleurs, afin d'optimiser les effets de l'assistance technique, il était crucial de garantir un système de gestion efficace de l'évaluation et du cycle des projets. Il convenait donc, dès le début, de définir clairement les objectifs, de visualiser l'impact souhaité et de voir comment il serait mesuré, ce qui signifiait qu'un projet pouvait être recentré en cours d'exécution pour que l'on ne s'écarte pas de son objectif final.

27. À l'issue du débat thématique, le troisième Vice-Président de la Commission a récapitulé les points forts comme suit:

a) Les liens qui existent entre le développement durable, la sécurité et la justice et le rôle de l'ONUDC dans la promotion de l'état de droit et du fonctionnement des systèmes de justice pénale ont été reconnus;

b) On s'est félicité des activités de coopération technique fournies par l'ONUDC dans le domaine de la prévention de la criminalité et de la justice pénale et on a reconnu qu'il était nécessaire d'allouer des ressources suffisantes. À cet égard, des efforts étaient faits pour relever les défis que posaient les demandes actuelles et futures d'assistance technique et apporter des réponses aux nouveaux problèmes;

c) Il importait d'établir des priorités en matière de planification et de programmation de l'assistance technique et on devait à cet égard tenir compte notamment des stratégies établies par les organes directeurs de l'ONU, de la disponibilité des ressources humaines et financières et des demandes d'assistance reçues des États Membres. Les travaux de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et de la Conférence des États Parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption pourraient également jouer un rôle dans ce processus dans leurs domaines de compétence respectifs;

d) La stratégie d'ensemble actuellement mise au point par l'ONUDC devrait faciliter le processus d'établissement de priorités. Dans ce contexte, il a été noté que la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale avait un rôle essentiel à jouer dans la définition des priorités de l'ONUDC en matière d'assistance technique, en donnant des orientations générales et stratégiques;

e) On a insisté sur l'idée que l'assistance devrait être axée sur les pays en développement qui étaient disposés à mettre en œuvre efficacement des politiques de prévention de la criminalité et de justice pénale, notamment les nouveaux traités relatifs à la criminalité, mais qui n'étaient pas à même de le faire en raison d'un manque de ressources;

f) L'assistance technique fournie par l'ONUDC devrait favoriser la diffusion et l'application des meilleures pratiques, ainsi que l'utilisation d'outils efficaces pour promouvoir la ratification et l'application universelles des nouveaux instruments internationaux et des règles et normes dans le domaine de la prévention de la criminalité et de la justice pénale. Les outils élaborés par l'ONUDC doivent être adaptés aux besoins des différents États. Il a été noté que, lors de l'évaluation des besoins, il importait de prendre en compte la situation sociale, économique, culturelle et politique de tel ou tel État partenaire, et de s'efforcer d'évaluer les systèmes de justice parallèles ou informels qui pouvaient être en vigueur dans le pays;

g) Dans l'ensemble, l'ONUDC s'est employé à fournir un programme d'assistance technique multisectoriel cohérent, sur la base de ce qui était nécessaire et faisable. La collecte d'informations, également en coordination avec les organisations non gouvernementales et les instituts de recherche, pourrait être améliorée;

h) On a mis l'accent sur la nécessité d'une approche commune, telle que l'élaboration de programmes conjoints d'assistance dans le domaine de la prévention de la criminalité et de la justice pénale en faveur de certains États, ce qui a été considéré comme étant une bonne pratique;

i) Un meilleur effet de synergie entre les différents fournisseurs d'assistance technique, à partir des phases de l'évaluation et de la planification, favoriserait une utilisation plus rationnelle des ressources. Les efforts de coordination entre l'ONUDC et ses partenaires multilatéraux (comme le Département des opérations de maintien de la paix, la Banque mondiale et le Programme des Nations Unies pour le développement) doivent continuer d'être améliorés. On a estimé que l'ONUDC avait un rôle clef de coordination à jouer dans le cadre de ses mandats. Une coordination plus efficace entre les fournisseurs d'assistance technique bilatéraux et multilatéraux est également nécessaire. Compte tenu de son avantage comparatif et de ses compétences, l'ONUDC pourrait jouer un rôle catalyseur pour intégrer la question de l'état de droit dans les programmes des différents organismes des Nations Unies;

j) L'évaluation des besoins des États requérants, fondamentale pour établir les priorités en ce qui concerne les demandes d'assistance technique, réalisée sur la base d'une analyse approfondie des capacités nationales et l'élaboration d'outils d'évaluation en partenariat avec les autres organismes des Nations Unies ont été considérées comme étant une bonne pratique;

k) On a mis en évidence le rôle joué par les bureaux extérieurs de l'ONUDC dans l'évaluation des besoins de coopération technique et on a souligné en particulier le fait que les bureaux extérieurs étaient bien placés pour comprendre les conditions existantes dans les pays et les régions qu'ils couvraient;

l) On a souligné la nécessité d'intégrer des éléments de prévention de la criminalité et de justice pénale dans les opérations de maintien de la paix en prévision de la fourniture d'un appui aux États sortant d'un conflit. On s'est félicité de la coopération entre l'ONUDC et le Département des opérations de maintien de la paix en matière de promotion de l'état de droit;

m) La Table ronde pour l'Afrique et le Programme d'action pour l'Afrique 2006-2010 est un bon exemple de l'établissement de priorités concernant des domaines d'assistance spécifiques, fondé sur les besoins d'une région, et pourrait servir de modèle pour la planification future dans d'autres régions;

n) De l'avis général, il était possible et souhaitable d'améliorer la coopération grâce à l'assistance internationale et d'aligner l'assistance offerte par les donateurs sur les stratégies et les priorités relatives à l'état de droit;

o) On a fait remarquer que les contributions volontaires au titre des programmes d'assistance technique de l'ONUDC dans le domaine de la prévention de la criminalité et de la justice pénale avaient considérablement augmenté. Cela étant, la majorité des contributions étaient destinées à des activités dans des domaines et/ou des États spécifiques. L'Office avait besoin de ressources à des fins générales plus importantes pour mieux planifier et mettre en œuvre des activités à long terme compatibles avec son mandat et ses fonctions essentielles, et pour lui donner une certaine marge de manœuvre et lui permettre d'apporter des réponses aux nouveaux problèmes;

p) On s'est félicité de la stratégie d'ensemble mise au point par l'ONUDC et on a reconnu qu'elle faciliterait l'élaboration des programmes et encouragerait les partenariats stratégiques. Elle contribuerait en outre à accroître la confiance des donateurs dans l'Office et à réduire la part des contributions à des fins spécifiques. Le processus de la révision de la gestion actuellement entrepris par l'ONUDC, touchant des domaines comme la performance axée sur les résultats et la transparence, permettrait en outre d'accroître l'appui des donateurs;

q) On a également reconnu que les efforts tendant à intégrer les questions liées à la criminalité dans le cadre plus général du développement devraient se poursuivre en vue d'accroître les ressources disponibles pour appuyer les programmes de prévention de la criminalité et de justice pénale et de garantir leur pérennité;

r) Le suivi et l'évaluation des programmes d'assistance technique, l'évaluation de leur impact et l'utilisation subséquente des enseignements tirés étaient des éléments essentiels de l'assistance technique;

s) Si l'assistance technique dans le domaine de la prévention de la criminalité et de la justice pénale ne s'était pas toujours prêtée à l'évaluation de l'impact, il était nécessaire d'évaluer l'efficacité, la rentabilité et la pertinence des projets et des programmes dans ce domaine, plutôt que la réalisation de produits.

B. Atelier

28. Un atelier sur le thème “Optimiser l’efficacité de l’assistance technique aux États Membres dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale: solutions d’avenir – éléments essentiels d’une assistance technique efficace” a été organisé par les instituts du réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale. L’atelier a été présidé par M. Shahbaz (Pakistan), premier Vice-Président de la Commission et Président du Comité plénier. Six exposés ont été faits à l’atelier qui portaient sur deux domaines essentiels: les moyens d’accroître l’efficacité de l’assistance technique et l’expérience récente en matière d’assistance technique.

29. Dans ses observations préliminaires, le Président a noté que l’atelier avait pour but de déterminer les facteurs qui limitent l’efficacité de l’assistance technique, d’étudier des mesures correctives éventuelles, de présenter des modèles et des projets illustrant la réussite de certaines modalités d’assistance technique et de stimuler la discussion.

30. Dans sa déclaration liminaire, le Chef du Groupe de la planification stratégique de la Division de l’analyse des politiques et des relations publiques de l’ONUDC a insisté sur la contribution particulière des instituts du réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale à l’action en faveur du développement des connaissances, au renforcement des politiques nationales et internationales et à l’application des règles et normes des Nations Unies, et notamment des instruments normatifs correspondants. Il a en outre indiqué que, dans le cadre de la stratégie d’ensemble de l’ONUDC, l’assistance fournie aux États Membres devait porter sur un vaste éventail de questions relatives à la prévention, à l’état de droit, au traitement et à la réadaptation et à l’analyse des tendances thématiques et transsectorielles en vue de l’élaboration de politiques et de réactions opérationnelles efficaces. À cet égard, il importerait de disposer d’un certain nombre d’éléments propres à accroître l’efficacité et l’efficacité de l’assistance, comme la diversification du financement, l’adaptation des ressources aux stratégies et performances existantes et la coordination entre les principaux acteurs impliqués.

31. L’observatrice du Centre international pour la prévention de la criminalité a fait un exposé sur les éléments essentiels d’une assistance technique efficace et sur les moyens qui pourraient être utilisés à l’avenir pour revitaliser les activités d’assistance technique dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale. Utilisant comme exemple le non-aboutissement de l’action engagée pour mettre en place et exploiter en permanence une base de données sur les projets internationaux concernant la prévention du crime et la justice pénale en Europe centrale et orientale, elle a mis l’accent sur la nécessité d’utiliser les leçons apprises afin d’obtenir de meilleurs résultats et de relever, avec une efficacité accrue, les nouveaux défis en matière d’assistance technique. Certaines contraintes qui rendaient l’assistance technique inadaptée et inefficace ont été en outre examinées, comme l’absence de ressources suffisantes, la nature incohérente, fragmentée et éparpillée de l’assistance fournie; la défaillance partielle des mécanismes de coordination existants, l’incapacité de tenir compte des besoins et intérêts de l’Etat bénéficiaire et, partant, d’y susciter une volonté de prise en main; le manque de sensibilité au cadre propre à l’Etat bénéficiaire, le désintérêt pour des domaines

nécessitant une action, qui résulte de l'incapacité d'envisager l'assistance technique dans une optique plus générale et mieux intégrée; le refus de tenir compte de la capacité de pays bénéficiaires d'exécuter des programmes d'assistance technique ou d'en tirer parti; la corruption et les abus. De l'avis de l'observatrice, des initiatives prises récemment aux niveaux national, régional et international avaient déjà montré qu'un consensus tendait à se dégager au sujet d'un ensemble d'approches et de lignes directrices qui pourraient augmenter l'efficacité des activités d'assistance technique. Dans cette optique, l'observatrice a mentionné les éléments essentiels suivants: promotion de démarches globales et intégrées pour renforcer le secteur de la justice tout entier; programmation animée par les pays pour y susciter une volonté de prise en main et accroître la durabilité; exploitation des atouts existants et préférence pour l'assistance à long terme; participation et association directe de la société civile; suivi et évaluation fondés sur la recherche et axés sur les résultats.

32. L'observateur de la Commission européenne a donné un aperçu d'ensemble de la stratégie de l'Union européenne en matière d'efficacité de l'aide. Il a souligné que l'Union européenne souscrivait sans réserve aux cinq engagements de partenariat énoncés dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement, adoptée par le Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, tenu à Paris du 28 février au 2 mars 2005, qui concernent l'appropriation par les États partenaires, l'alignement des donneurs sur les pays partenaires, l'harmonisation des actions des donneurs, la gestion axée sur les résultats et la responsabilité mutuelle des donneurs et des partenaires. Il a également mentionné les quatre engagements supplémentaires pris par l'Union européenne: recourir davantage aux arrangements multidonneurs en matière d'aide au renforcement des capacités; acheminer 50 % de l'aide d'État à État par les systèmes de pays; éviter la création de nouveaux services chargés de l'exécution des projets; et réduire de 50 % le nombre de missions non coordonnées. L'observateur a insisté sur la mise en place par la Commission européenne d'un cadre commun de programmation pluriannuelle avec les États partenaires et d'autres donateurs, ainsi que sur la nécessité d'élaborer des principes opérationnels garantissant la coordination et de réviser les règles de l'Union européenne en matière de cofinancement afin de faciliter les arrangements de financement commun. En ce qui concerne la prévention du crime et la justice pénale, les efforts de l'Union européenne visaient à accroître l'efficacité de l'assistance technique et englobaient l'élaboration d'un concept et de lignes directrices concernant la réforme du système de sécurité; l'élaboration de règles et d'outils pour le recrutement d'experts compétents; et la mise au point d'indicateurs généralement acceptés des résultats de l'assistance technique en matière de gestion des affaires publiques.

33. L'observateur du Centre international pour la réforme du droit criminel et la politique en matière de justice pénale s'est surtout intéressé à l'assistance technique aux petits États. Il a souligné que l'efficacité de l'assistance technique dépendait de l'adaptation des méthodes à des situations qui variaient d'un pays à l'autre, eu égard aux facteurs suivants: cadre politique et institutionnel; facteurs géopolitiques; attitudes psychologiques, y compris niveau d'appui public aux réformes; circonstances économiques; cadre normatif; efficacité des administrations; engagement en faveur de la lutte contre la corruption et progrès faits en la matière; et mobilisation de la société civile. L'observateur a en outre mentionné la vulnérabilité de nombre de petits États, qui résultait de facteurs comme la mondialisation et la criminalité transnationale, ainsi que les difficultés auxquelles

ces États devaient faire face du fait de leurs moyens et ressources humaines limités et de leur incapacité de participer pleinement aux régimes mondiaux et aux politiques et traités internationaux. L'observateur a estimé que le secteur de la justice se ressentait tout particulièrement, dans la plupart de ces États, de la capacité limitée des institutions existantes et de la tendance à la baisse de l'assistance au développement. Il a noté qu'il fallait arrêter un ordre de priorité et encourager les démarches régionales et souligné que la coordination entre les divers donateurs était importante pour étudier des formules de programmation souples et réduire les frais de transaction pour les petits États. Il importait également que les donateurs et les fournisseurs d'assistance technique adaptent leurs outils et instruments pour tenir compte de la capacité institutionnelle de ces États, et adoptent des modalités d'assistance intégrées qui intéressent des secteurs tout entiers pour tenir compte de la taille relativement réduite des systèmes concernés.

34. Au cours de la présentation de l'expérience récente en matière d'assistance technique, l'observateur de l'Institut pour la prévention du crime et du traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient a décrit brièvement un partenariat de collaboration avec les Philippines, qui visait à relancer un programme volontaire d'aide à la probation. Ce programme avait pour objectif fondamental d'encourager la collectivité à participer au traitement des délinquants conformément aux Règles minima des Nations Unies pour l'élaboration de mesures non privatives de liberté (Règles de Tokyo, résolution 45/110 de l'Assemblée générale, annexe). Le projet d'assistance technique visait à inciter l'État bénéficiaire à le prendre en main et reposait sur l'adoption du modèle japonais correspondant de pratiques éprouvées et utilisées depuis longue date en la matière.

35. L'observateur de la Direction de la police norvégienne a présenté, dans l'optique d'un pays donateur (Norvège), les enseignements en matière de programmation de l'assistance technique et de maintien de l'ordre dégagés dans le cadre d'un projet concret d'assistance bilatérale et multilatérale à la police serbo-monténégro. Engagé en 2002 et axé dans un premier temps sur un petit district, ce projet visait à renforcer, par des actions de formation, la capacité de lutte contre la délinquance financière et la criminalité liée aux stupéfiants, ainsi qu'à améliorer l'infrastructure, les compétences en matière de gestion et des capacités médico-légales. Étendu par la suite à l'ensemble des bureaux de police de la région visée, le projet a débouché sur la mise au point d'indicateurs généraux de durabilité et de prise en main locale.

36. L'observateur de l'Institut pour la prévention du crime et du traitement des délinquants en Amérique latine a rendu compte de l'expérience de l'Institut en matière d'assistance technique à la réforme de la justice pénale et du système pénitentiaire en Amérique latine. Il a cité des exemples de programmes d'assistance technique exécutés par l'entremise de l'Institut qui avait réussi, en dépit de ses ressources limitées, à faire fonction d'agent catalyseur dans ce domaine. L'orateur a également souligné qu'il importait d'adopter une méthode de diagnostic interdisciplinaire pour évaluer les besoins à satisfaire par l'assistance technique et s'est en outre prononcé en faveur du perfectionnement des méthodes utilisées pour évaluer les effets de l'assistance technique.

37. Au cours des débats qui ont suivi les exposés, des questions ont été posées au sujet de la valeur limitée des activités d'assistance technique éparpillées, qui ne relevaient pas d'initiatives plus vastes de réforme et de renforcement des capacités

et n'étaient pas pleinement approuvées et appuyées au niveau national. La nécessité d'une prise en main par les bénéficiaires en ce qui concerne à la fois la qualité de l'assistance fournie à chaque stade du processus correspondant, les résultats de cette assistance et son opportunité a été soulignée. Il a été également estimé que des mesures supplémentaires devaient être prises pour répondre aux besoins concrets des États bénéficiaires et résoudre les problèmes liés à l'évaluation de l'efficacité des activités d'assistance technique. Par ailleurs, les instituts ont été encouragés à continuer de collaborer étroitement entre eux, avec les organismes des Nations Unies et avec les États Membres en vue de définir une stratégie et une approche plus systématiques pour optimiser à l'avenir l'efficacité de l'assistance technique.

38. Pour conclure, le rapporteur de l'atelier a souligné de nouveau l'importance de l'assistance technique comme élément clef de toute action visant à résoudre d'une manière effective les problèmes de prévention du crime et de la justice pénale dans une optique de développement durable et de sécurité humaine. Il a toutefois rappelé que les activités d'assistance technique étaient souvent présumées inefficaces et inadaptées et ne répondant pas aux besoins profonds des États bénéficiaires. Dans cet ordre d'idées et compte tenu des faits récents survenus aux niveaux national, régional et international, dont il a été fait état au cours des débats, le rapporteur a souligné qu'un consensus pouvait se faire sur la ligne d'action à suivre et sur les critères qui pourraient être arrêtés et appliqués pour accroître l'efficacité de l'assistance technique. Situait cette question dans l'optique de la discussion générale sur la revitalisation de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, le rapporteur a fait observer qu'il fallait envisager la possibilité d'inscrire pendant longtemps la question de l'assistance technique à l'ordre du jour de la Commission. Le rapporteur a également noté qu'il pourrait être utile de s'employer à donner une forme officielle aux critères susmentionnés en mettant au point un ensemble de lignes directrices pour planifier et exécuter l'assistance technique, ainsi que pour en mesurer les effets et l'efficacité.
